



Chaire en fiscalité et en finances publiques

Bulletin de veille

19 juin 2018



QUÉBEC/CANADA

CENTRE CANADIEN DE POLITIQUES ALTERNATIVES (CCPA)

I. Hudson et B. Cohen, « [Manitoba Inequality Update: Low Income Families Left Behind](#) », 6 juin 2018, 28 p.

L'expérience du Manitoba démontre que les réductions d'impôt ne constituent pas une méthode efficace pour améliorer le revenu disponible des contribuables à faibles revenus.

There is growing recognition that income inequality has been increasing to undesirable levels in many countries, including Canada. Part of this because of international research, most famously by Thomas Piketty's (2013) book *Capital in the 21st Century*, which demonstrates remarkable increases in inequality since the 1980's, driven by stagnant incomes for the majority of the population and fantastic income gains by those at the very top end of the income distribution. There has also been a growing recognition that high levels of income inequality create a wide variety of economic and social problems. Hudson and Cohen explore Manitoba's context in 2018 with this timely report.

CHAIRE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES (CFFP)

L. Godbout, M. Robert-Angers et S. St-Cerny, « [Panorama des finances publiques du Québec – Édition 2018](#) », Cahier de recherche 2018-07, Juin 2018, 58 p.

Les revenus et dépenses des administrations publiques du Québec en proportion du PIB sont relativement élevés en comparaison avec les autres provinces canadiennes et les pays de l'OCDE.

Cette première édition du Panorama des finances publiques regroupe différents indicateurs portant notamment sur les revenus, les dépenses et la dette des administrations publiques. La situation québécoise des finances publiques s'y voit comparée à l'échelle canadienne et à l'international. De plus, des analyses historiques sont présentées.

CHAIRE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES (CFFP)

L. Godbout, J. St-Cerny-Gosselin *et al.*, « [Simulateur fiscal du Québec](#) », Juin 2016. [Outil interactif]

Le simulateur fiscal permet de modifier dix-neuf variables et, pour chacune, entre un et vingt changements sont possibles.

Le principal objectif du Simulateur fiscal du Québec est de permettre aux utilisateurs de calculer l'effet de modifications de principaux paramètres fiscaux sur les recettes fiscales du gouvernement du Québec en 2018, ainsi que sur le revenu disponible des ménages québécois. Par exemple, que coûterait au gouvernement du Québec une hausse du montant personnel de base de 1 000 \$? Quelle économie cela représenterait pour une famille monoparentale avec un enfant gagnant 50 000 \$? Si, plutôt, le seuil le plus élevé du barème était rehaussé?

FONDATION CANADIENNE DE FISCALITÉ

J. Samuel, « *Interaction of the Foreign Affiliate Surplus and Safe-Income Regimes: Selected Anomalies, Issues, and Planning Considerations* », *Revue fiscale canadienne*, 2018 Volume 66 n°2 p.269-307, 40 p.

Le régime de revenu protégé se doit d'être mieux encadré par la loi, de manière à s'harmoniser au régime de surplus étrangers.

Le gouvernement canadien a présenté, dans son budget de 2015, des modifications substantielles à l'article 55 de la Loi de l'impôt sur le revenu. Ces modifications comprennent deux nouveaux critères de l'objet qui permettent d'établir si le paragraphe 55(2) s'applique pour requalifier un dividende intersociétés autrement libre d'impôt lorsqu'il est versé par une société qui réside au Canada à une autre société résidente en tant que gain en capital qui est assujéti à l'impôt. Étant donné la large portée de ces nouveaux critères de l'objet, et de l'incertitude qu'ils créent, il sera à présent probablement plus courant pour les sociétés de se prévaloir, lorsque c'est possible, de l'exception pour revenu protégé. Ces circonstances pourraient inclure, par exemple, le paiement d'un dividende intersociétés par une filiale canadienne détenue en propriété exclusive à sa société mère.

En outre, si cette filiale détient, directement ou indirectement, une ou plusieurs sociétés étrangères affiliées, il est possible que la totalité ou une partie des surplus mis en commun d'une ou de plusieurs de ces sociétés affiliées puisse faire partie intégrante, dans certaines circonstances, du calcul d'un revenu protégé. Cet article présente une comparaison des aspects fondamentaux de ces deux régimes, en mettant particulièrement l'accent sur les anomalies, les questions et les considérations de planification les plus courantes dans le contexte de leur interaction. L'analyse présentée par l'auteur montre que, bien que les deux régimes aient un objectif de calcul similaire, l'interaction des deux peut parfois être difficile et produire des résultats imprévus.

FONDATION CANADIENNE DE FISCALITÉ

Y. Zu, « *VAT/GST Thresholds and Small Businesses: Where To Draw the Line?* » *Revue fiscale canadienne*, 2018 Volume 66 n°2 p.309-347, 40 p.

Une hausse du seuil d'enregistrement à la TPS/TVH amènerait une diminution considérable des frais d'administration des petites entreprises sans augmenter grandement les risques d'abus et de problèmes de concurrence.

N'importe quelle taxe d'affaires comporte nécessairement pour les petites entreprises des frais d'observation plus élevés tandis que les administrations fiscales doivent engager des frais administratifs plus élevés pour ces petites entreprises, tout en tirant d'elles de faibles recettes fiscales nettes. En réaction à cette situation, de nombreux pays qui lèvent une taxe à valeur ajoutée (tva) adoptent un seuil d'enregistrement pour soustraire du régime de tva les petites entreprises pour lesquelles le fardeau de l'observation serait le plus onéreux, et fixe ce seuil à un niveau qui ne nuit pas beaucoup aux recettes de tva. Cependant, la distinction créée par le seuil entre les entreprises exclues du régime de tva et celles qui y sont entièrement intégrées donne lieu à des distorsions de concurrence; ces distorsions diminuent pour certaines entreprises lorsqu'elles choisissent volontairement de s'enregistrer, tandis qu'elles incitent certaines autres entreprises à adopter un comportement qui leur permettra de rester sous le

seuil d'enregistrement. Qu'il soit sous la forme de contraintes commerciales, de division d'entreprise ou de sous-déclaration des revenus, ce comportement entraîne de plus amples distorsions et menace le recouvrement des recettes. Cet article examine les principaux défis et considérations dans l'établissement d'un seuil d'enregistrement de la tva et les conséquences de l'adoption de ce seuil. Deux questions liées au choix du seuil se rapportent à l'utilisation par certains pays de régimes transitoires de subvention pour réduire la discontinuité fiscale pendant que les entreprises passent au plein régime de tva, et à l'utilisation par d'autres pays de régimes spéciaux de concession pour réduire le fardeau de l'observation des petites entreprises lorsqu'elles sont assujetties à la tva. D'autres pays choisissent d'utiliser une frontière entre deux régimes différents, mais voisins, plutôt qu'un seuil d'enregistrement. Dans ce genre de régime, les entreprises qui sont au-dessus de la frontière sont assujetties au plein montant de tva, et les petites entreprises qui sont sous la frontière paient une taxe sur le chiffre d'affaires. La taxe sur le chiffre d'affaires est parfois présentée comme un régime visant la simplification, parfois l'accroissement des recettes. Il se peut que les avantages des régimes de simplification et de transition soient exagérés, et que l'on ne reconnaisse pas suffisamment les coûts et les distorsions qui en découlent. Un examen de ces régimes sera utile aux décideurs politiques qui envisagent de réformer leur régime ou d'en adopter un nouveau.

INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS SOCIOÉCONOMIQUES (IRIS)

A. Bégin, M. Dufour et O. Viger Beaudin, « [L'Accord de libre-échange nord-américain après un quart de siècle](#) », 13 juin 2018, 16 p.

Contrairement à ce qui est véhiculé dans les médias, l'ALÉNA n'a pas eu que des effets positifs au cours de ses 25 ans d'existence.

L'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) a près de 25 ans. Jusqu'à récemment, ce traité semblait destiné à perdurer dans sa forme originelle, mais l'élection de Donald Trump aux États-Unis et le processus de renégociation mis en

branle par son administration ont ouvert les champs du possible. Le moment semble donc tout indiqué pour faire un bilan de l'accord afin d'évaluer ce qu'il convient de conserver et ce dont on devrait au contraire saisir l'occasion de se débarrasser. C'est ce que nous tentons de faire dans cette note à travers une analyse en trois temps. Nous passerons d'abord en revue certains des arguments favorables et défavorables à l'accord qui avaient été émis au moment de sa négociation, au début des années 1990. Nous aborderons ensuite certains de ses aspects qui vont au-delà d'une libéralisation du commerce international, comme les clauses sur l'investissement, le pétrole ou le secteur bancaire. Finalement, nous évaluerons certains résultats économiques observés au Canada depuis l'entrée en vigueur de cet accord. Comme nous le verrons plus bas au terme de l'exercice, il n'est pas évident que l'image positive de l'ALÉNA souvent véhiculée dans les médias soit pleinement justifiée.

INSTITUT DES FINANCES PUBLIQUES ET DE LA DÉMOCRATIE (IFPD)

R. Bartlett, « [Federal Fiscal Forecast: Improved Outlook in the Near Term but Structural Deficits Persist](#) », 13 juin 2018, 20 p.

Un ralentissement de l'économie pourrait s'avérer désastreux si le gouvernement fédéral ne fait pas preuve de prudence en vue d'un retour à l'équilibre budgétaire.

In its March 2018 Fiscal Monitor, the federal government stated that its deficit estimate for the 2017-18 fiscal year was "... broadly in line with a \$19.4-billion deficit projected in Budget 2018 for 2017-18." For any government, a deficit outlook in line with the recent planning expectations is always good news, being second only to an upside surprise. And, indeed, at the Institute for Fiscal Studies and Democracy (IFSD) we think there is room for the deficit in the 2017-18 fiscal year to come in slightly smaller than was anticipated in Budget 2018 and the Fiscal Monitor. But that is where the good news ends. Despite some improvement in the deficit outlook for the 2017-18 and 2018-19 fiscal years relative to the IFSD's March 2018 federal fiscal forecast, our projection is for

rising deficits over much of the outlook (Chart 1). And while deficits are forecasted to come in slightly lower over much of the forecast than was anticipated in March 2018, they are a world away from the highly optimistic forecasts published by the Government of Canada in Budget 2018.

INSTITUT DES FINANCES PUBLIQUES ET DE LA DÉMOCRATIE (IFPD)

R. Bartlett, « [Canadian Economic Forecast: Despite Trade Uncertainty, the Outlook Remains Positive](#) », 6 juin 2018, 14 p.

Malgré l'incertitude commerciale, l'économie du Canada se porte bien. Cela a poussé la Banque du Canada à adopter une approche stricte dans sa politique monétaire résultant en une hausse des taux d'intérêt qui devrait se poursuivre.

No matter how you slice it, 2017 was a standout year for the Canadian economy. Real GDP growth hit 3%, the unemployment rate touched its lowest level in decades, and inflation remained below the central bank's 2% target. Characterized as the 'sweet spot' by Bank of Canada Governor Stephen Poloz, this robust economic activity prompted two interest rate hikes in 2017, and another in January 2018, as central bankers adopted a cautious, and now gradual, approach toward monetary policy normalization. But despite these positive economic tailwinds heading into 2018, an undercurrent of uncertainty has hung over the Canadian economy, particularly as it pertains to trade. The vitriol that has surrounded the North American Free Trade Agreement (NAFTA) since President Donald Trump's inauguration has now begun to manifest itself in material trade barriers. Indeed, it was recently revealed that a draft of a renegotiated NAFTA has been rejected by President Trump, accompanied by references to Canada and Mexico being "very spoiled" and "difficult to deal with". He has also threatened to slap a 25% tariff on imported vehicles under Section 232, an obscure provision in U.S. trade law that permits tariffs to be placed on imports considered a national security threat. This is in addition to President Trump having introduced tariffs of 25% and 10% on U.S. imports of steel and aluminum, respectively. Until recently, temporary exemptions from these tariffs were granted to Canada, Mexico, and

the European Union. But, last week, President Trump refused to extend them, triggering a response in kind from these jurisdictions.

INSTITUT DU QUÉBEC

M. Homsy et S. Scarfoné, « [Dix ans après la récession : les finances sont en ordre, mais...](#) », 1^{er} juin 2018, 46 p.

Pour inciter le gouvernement à ne pas utiliser les surplus lors de périodes de croissance économique soutenue, il y aurait lieu de plafonner les sommes qui peuvent être accumulées dans la réserve de stabilisation et de s'assurer que les sommes excédentaires soient utilisées pour rembourser la dette.

Ce rapport vise deux objectifs. D'abord, comme le fait régulièrement l'Institut du Québec (IdQ), évaluer l'état des finances publiques du gouvernement du Québec. Ensuite, évaluer l'impact d'un éventuel ralentissement économique ou carrément d'une récession, ce qui arrivera tôt ou tard. Comment le Québec pourrait-il affronter la prochaine récession en minimisant l'impact sur les services publics et le fardeau fiscal? Cette étude tente de répondre à cette question en simulant une récession typique aux États-Unis et les impacts qu'elle pourrait avoir sur l'économie et les finances publiques québécoises.

INSTITUT ÉCONOMIQUE DE MONTRÉAL (IÉDM)

G. Belzile et M. Milke, « [Bourse du carbone : faire fuir les emplois et les capitaux sans réduire les GES](#) », 13 juin 2018, 4 p.

Puisqu'elle ne vise que les territoires du Québec, de l'Ontario et de la Californie, la *Western Climate Initiative* a peu de chances de fonctionner et risque plutôt d'entraîner une délocalisation des entreprises ou une fuite des capitaux.

Une bourse du carbone, à l'instar d'une taxe carbone, vise à modifier les comportements afin de réduire les émissions de GES en leur attribuant un

prix. Bien que de tels mécanismes soient mentionnés régulièrement dans l'actualité, on parle moins souvent de leurs conséquences économiques ou même de leur efficacité. Imposer un prix sur le carbone réduit-il toujours les émissions, ou mène-t-il plutôt à un déplacement de celles-ci et de l'activité économique qui l'accompagne? Dans les deux scénarios examinés ici, l'effet sur les émissions de GES serait négligeable, mais l'impact sur l'économie serait considérable.

INSTITUT FRASER

M. Palacios et C. Lammam, « [Canadians Celebrate Tax Freedom Day on June 10, 2018](#) », Juin 2018, 12 p.

Au Québec, pour l'année d'imposition 2018, les auteurs calculent que le « jour de libération fiscale » est le 21 juin.

This year Tax Freedom Day falls on June 10. Tax Freedom Day measures the total yearly tax burden imposed on Canadian families by all levels of government: If you had to pay all your taxes up front, you'd give government every dollar you earned before June 10. This year, the average Canadian family (with two or more people) will pay \$50,464 in total taxes or 43.6 per cent of its annual income.

STATISTIQUE CANADA

R. Morissette et D. Dionne-Simard, « [Changements récents dans la composition des travailleurs touchant le salaire minimum](#) », 13 juin 2018, 12 p.

Moins d'un cinquième des travailleurs touchant le salaire minimum de moins de 25 ans travaillait à temps plein au début de 2018. Chez les deux autres groupes d'employés touchant le salaire minimum de 15 à 64 ans, la majorité, soit environ les deux tiers, travaillait à temps plein.

La présente étude est fondée sur les données de l'Enquête sur la population active de 2017 et de 2018 et vise à dresser un profil récent des travailleurs touchant le salaire minimum. L'étude est

axée sur trois groupes de travailleurs touchant le salaire minimum : les étudiants de 15 à 24 ans et les non-étudiants du même âge vivant avec leurs parents (appelés ci-après les travailleurs touchant le salaire minimum de moins de 25 ans); les personnes de 15 à 64 ans qui sont célibataires, des parents seuls ou des conjoints ou partenaires dans des couples comptant un seul soutien; et les personnes de 15 à 64 ans qui sont des conjoints ou partenaires dans des couples comptant deux soutiens. Le présent article documente l'importance relative de ces trois groupes ainsi que leurs salaires hebdomadaires et leurs régimes de travail.



ÉTATS-UNIS

CENTER ON BUDGET AND POLICY PRIORITIES

CBPP, « [Corporate Tax Cut Benefits Wealthiest, Loses Needed Revenue, and Encourages Tax Avoidance](#) », 13 juin 2018, 2 p.

Les familles à faibles et moyens revenus devront payer pour les baisses d'impôt corporatives dans les prochaines années.

The major tax legislation enacted last December suffers from three fundamental flaws: it's skewed to the wealthy, fiscally irresponsible, and encourages rampant tax gaming and avoidance. The deep cut in the statutory corporate tax rate from 35 percent to 21 percent is the centerpiece of the 2017 tax law and contributes to all three of these major flaws: the corporate tax cut is skewed to the top since it mostly benefits wealthy shareholders and highly compensated employees such as CEOs; it loses much-needed revenue; and by placing the corporate tax rate far below the top individual tax rate, it creates a significant potential tax sheltering opportunity for wealthy Americans. The case for a large corporate cut was based on a series of misleading arguments. Proponents, for example, argued that it was required to keep the United States "competitive" as the U.S. corporate tax rate was far higher than other countries'. These analyses typically focused on the statutory rate instead of the rates that companies actually paid and did not focus on comparisons with other large, high-income countries. When proper comparisons were made, the U.S. corporate tax was in line with similar countries' rates.

CONGRESSIONAL BUDGET OFFICE (CBO)

N. Frentz, A. Mercellino et J. Shakin, « [Monthly Budget Review for May 2018](#) », 7 juin 2018, 4 p.

L'augmentation du déficit budgétaire américain du mois de mai 2018 s'explique en partie par une diminution des retenues sur les salaires suivant les changements apportés en début d'année au code fiscal américain.

The federal budget deficit was \$530 billion for the first eight months of fiscal year 2018, CBO estimates, \$97 billion more than the shortfall recorded during the same period last year.

CONGRESSIONAL BUDGET OFFICE (CBO)

D. Carloni, « [How Nominal Foreign Currency Depreciation Against the U.S. Dollar Affects U.S. Wealth: Working Paper 2018-05](#) », 11 juin 2018, 41 p.

Si la taxe frontalière était appliquée aux États-Unis sans autre modification au code fiscal américain, les résidents américains paieraient plus cher pour les biens et services étrangers et il y aurait, par la même occasion, une dépréciation des devises étrangères face au dollar américain.

Foreign currency depreciation against the U.S. dollar would affect the wealth holdings of U.S. residents in several ways. Specifically, I analyze the effects of a one-time large depreciation of 20 percent. If foreign currencies depreciated by 20 percent against the U.S. dollar, the value of U.S. holdings of foreign assets would decrease by an estimated \$2,451 billion and the value of U.S. liabilities to foreigners by \$168 billion (values are based on 2015 holdings and values). On net, the total worth of U.S. households would decrease by \$2.3 trillion – a drop of 2.2 percent. Second, the wealth effect would be larger for equity held in foreign direct investment (FDI) and foreign portfolio assets

than for debt assets: FDI assets would decrease in value by \$907 billion; portfolio equity assets, by \$1,222 billion; and foreign debt assets, by \$246 billion. Third, the gross wealth effect of the exchange rate adjustment would be largely concentrated in the top income decile of U.S. households. If foreign currencies were to depreciate by 20 percent in relation to the U.S. dollar, the dollar value of U.S. holdings of foreign assets would decrease by \$1,503 billion for households in the top income decile, compared with \$336 billion for households in the ninth income decile and \$10 billion for households in the bottom income decile. As a result, the value of total assets held would decrease by 2.2 percent for the top income decile, by 2.3 percent for the ninth decile, and by 1.1 percent for the bottom income decile. Some simplifying assumptions underlie those results, thereby limiting their application. However, the results are nonetheless useful for thinking about the distributional effects of policies affecting the nominal exchange rate. This paper gives an example of such a policy: a border adjustment tax.

INSTITUTION ON TAXATION AND ECONOMIC POLICY (ITEP)

S. Wamhoff, « [The New International Corporate Tax Rules: Problems and Solutions](#) », 6 juin 2018, 6 p.

La règle du Global Intangible Low-Income Income (GILTI) permet d'imposer le revenu étranger gagné par une société américaine si les bénéfices étrangers dépassent 10 % de la valeur des actifs corporels investis à l'étranger. Néanmoins, une société pourrait échapper à cette nouvelle règle de la TCJA en déplaçant ses actifs tangibles situés aux États-Unis vers le pays étranger en question.

The nation's corporate tax system has been dysfunctional for decades. Unfortunately, the recently enacted Tax Cuts and Jobs Act (TCJA) fails to solve fundamental problems facing the corporate tax and, in some ways, makes these problems even worse.

URBAN INSTITUTE

C. Eugene Steuerle et C. Quakenbush, « [Where Is the Budget Headed One Year into the Trump Administration?](#) », 6 juin 2018, 8 p.

Les nouvelles dispositions de l'administration Trump causent une forte croissance des dépenses qui s'élèveront à environ 1,7 billion de dollars d'ici 2028.

After one year of the Trump administration, we assess the fiscal path implied by budget policies that the president and Congress have so far put in place. Using a new framework that holds lawmakers accountable for reforms taken and not taken, we project that over the coming decade, nearly all growth in spending will go toward higher health, Social Security, and interest costs—with little left for almost everything else: infrastructure, research, education, defense, housing, and most basic government functions. Revenues would rise by only two-thirds of those higher costs, making debt accumulate even higher, to unprecedented peacetime levels.



INTERNATIONAL

COMMISSION EUROPÉENNE

Commission Européenne, « [Progress Towards Meeting the Economic Criteria for EU Accession: The EU Commission's 2018 Assessments](#) », 4 juin 2018, 72 p.

La dette publique de l'Albanie demeure élevée en comparaison avec ses voisins. Néanmoins, la reprise économique actuelle est l'occasion pour le pays d'adopter les mesures appropriées afin de réduire davantage le déficit budgétaire.

In this Institutional Paper the Directorate General for Economic and Financial Affairs brings together into a single document the economic chapters of the European Commission's country re-

ports for the seven enlargement countries Albania, Bosnia and Herzegovina, the former Yugoslav Republic of Macedonia, Kosovo, Montenegro, Serbia and Turkey. The reports assess progress achieved in each of the countries since the adoption of the last package, embedded in a broader assessment of trends over a 3 to 5-year horizon, with a view to advancing necessary political and economic reforms as well as legal transformation in line with the EU accession criteria. The European Commission adopted the country reports on 17 April 2018 as part of its 2018 Enlargement Package.

This introduction explains the methodology underlying these reports that the Commission has been following since 1997 in order to carry out these assessments.

The purpose of this Institutional Paper is to facilitate the work of those scholars, researchers and analysts of the enlargement process, who are mainly interested in the economic aspects. As such, it represents only a part of the overall progress made by the enlargement countries towards meeting the accession criteria. A proper full-fledged assessment of progress made under all examined aspects can be found in the 2018 reports, i.e. the Commission staff working documents for each of the countries.

CONFÉDÉRATION FISCALE EUROPÉENNE (CFE)

CFE, « [Opinion Statement FC 1/2018 on the European Commission Proposal of 21 March 2018 for a Council Directive on the Common System of a Digital Services Tax on Revenues Resulting from the Provision of Certain Digital Services](#) », 31 mai 2018, 10 p.

La CFE prévoit une augmentation des litiges fiscaux une fois que la taxe sur les services numériques aura été mise en exécution.

CFE Tax Advisers Europe has issued an Opinion Statement on the European Commission proposal of 21 March 2018 for a Council Directive on the common system of a digital services tax on revenues resulting from the provision of certain digital services.

CFE supports the ongoing process of reaching a globally acceptable solution for the tax challenges of the digital economy. We also acknowledge that the preferred solution of the EU Commission is arriving at a common position on taxation of the digital economy, in absence of which a plethora of uncoordinated national measures throughout Europe could follow, potentially creating further opportunities for tax arbitrage.

CFE strongly believes that the EU should focus on long-term solutions that seek to complement the OECD work on the tax challenges of the digital economy. Accordingly, any interim measures on taxation of the digital economy need to be considered with caution, weighing the expected revenue from this tax against the potentially adverse impact as highlighted in the position paper.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)

J.-F. Wen, « [Progressive Taxation of Extractive Resources as Second-Best Optimal Policy](#) », 13 juin 2018, 32 p.

La taxation de l'industrie de l'extraction des ressources naturelles serait plus efficace si elle était faite sous forme de rente à un niveau suffisamment élevé que sous forme d'imposition progressive des profits.

The paper provides a critical review of the literature on the concept of progressivity in the taxation of petroleum and mineral resources and offers a fresh perspective on its purpose and measurement. Regressive taxes, such as royalties, exist to satisfy policy objectives other than revenue maximization, such as achieving early revenues, while rent-based or profit-sensitive fiscal instruments must be designed with progressive marginal rates to maximize government revenues. Hence, the emphasis should be placed on tax rate progression of the direct taxation of profit or rent, rather than progressivity in the overall government take. However, as regressive taxes, by their very nature, tend to be distortionary, the optimal degree of progression in the rent- or profit-tax rates must take these distortions into account. The central ideas are illustrated with a simple analytical model in which a second-best optimal tax rate schedule on profit is characterized in the presence

of the tax distortions caused by the regressive taxes. Some practical implications of the analysis are discussed.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)

A. Klemm, L. Liu et al., « [Are Elasticities of Taxable Income Rising?](#) », 13 juin 2018, 22 p.

Les baisses d'impôt mondiales davantage causées par le lobbyisme et l'influence des élites que par un changement dans l'élasticité.

This paper assesses a possible explanation for the global downward trend in top personal income tax rates over the last decades: globalization and the related tax evasion and avoidance opportunities could have raised elasticities of taxable income, which would imply lower optimal tax rates. The paper estimates elasticities of taxable income for top income earners using a large sample of economies and years with a common method, allowing an analysis of trends in such elasticities. The paper finds that elasticities do not appear to exhibit any clear pattern over the years. The downward trend in tax rates must have other possible explanations, which are briefly discussed.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

OCDE, « [Reshaping the Personal Income Tax in Slovenia](#) », 13 juin 2018, 158 p.

En Slovénie, le vieillissement marqué de la population, doublé d'un taux élevé de retraites à partir de 55 ans pourraient rendre une réforme fiscale nécessaire.

In this report, the OECD presents a tax reform package that prepares Slovenia for the ageing of its population. Slovenia faces a window of opportunity for a comprehensive tax reform that rebalances the tax mix away from employee social security contributions (SSCs) towards the personal income tax (PIT). The reform should incentivise older workers to stay in the labour market

longer and younger workers to enter the labour market sooner and should reduce unemployment, in particular of the low-skilled. The reform has to be (at least) revenue neutral, and be implemented hand in hand with a broader set of reforms, including a pension and health care reform.

By reducing the employee SSC rate and broadening the PIT base, Slovenia has an opportunity to rebalance the tax mix away from employee SSCs towards the PIT. In order to put the funding of the welfare system on a solid footing without reducing entitlements to social benefits, the reform will need to shift the funding of the pension and health system partly from SSCs towards general taxation. Opportunities also exist to rebalance the tax mix towards taxes on capital income at the individual level. In addition, there is some scope to finance a cut in SSCs by broadening the VAT base and by strengthening the role of the recurrent tax on immovable property in the financing mix of municipalities away from revenues from the PIT.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

OCDE, « [A Broken Social Elevator? How to Promote Social Mobility](#) », 15 juin 2018, 355 p.

Rien n'indique qu'une plus grande inégalité entraînerait une plus grande mobilité du revenu pour les gens.

This report provides new evidence on social mobility in the context of increased inequalities of income and opportunities in OECD and selected emerging economies. It covers the aspects of both social mobility between parents and children and of personal income mobility over the life course, and their drivers. The report shows that social mobility from parents to offspring is low across the different dimensions of earnings, education, occupation and health, and that the same prevails for personal income mobility over the life course. There is in particular a lack of mobility at the bottom and at the top of the social ladder – with “sticky floors” preventing upward mobility for many and “sticky ceilings” associated with opportunity hoarding at the top. The lack of social mobility has economic, societal and political consequences. This report shows that there is space for policies to make societies more mobile and protect

households from adverse income shocks. It discusses the options and measures that policy makers can consider how to improve social mobility across and within generations.

RESOLUTION FOUNDATION

G. Bangham, A. Corlett et M. Whittaker, « [Healthy Finances? Options for Funding an NHS Spending Increase](#) », 12 juin 2018, 32 p.

Des hausses d'impôts et des emprunts plus élevés seront inévitables pour le Royaume-Uni dans la décennie à venir si le gouvernement souhaite maintenir le niveau de dépenses de santé.

The National Health Service will turn 70 on 5 July 2018, but public concern about its condition is at its highest since the early 2000s. This mirrors notable declines in many performance measures over recent years, which have taken place against a backdrop of historically low rises in NHS spending. And looking ahead, funding pressures will rise further as the population ages and health care costs rise. This paper looks at the scale of any additional NHS spending the government might announce in the near future and broad approaches that could be taken to meet those costs.

A return to real increases of 3-4 per cent a year from 2019-20 would require new funding of the order of £20 billion in 2022-23. The government will likely deliver this partly by utilising the headroom the Chancellor has against his fiscal targets to increase borrowing. But tax rises appear inevitable too if the government wishes to return to historically normal NHS spending increases. We recommend the government avoid a repeat of the 2003 funding of additional NHS spending via a National Insurance rise, and instead consult on wider tax rise options over the summer. This report assesses the main choices the Chancellor is likely to face.

TAX AND TRANSFER POLICY INSTITUTE

C. Tran, « [Optimal Progressive Income Taxation in a Bewley-Grossman Framework](#) », Juin 2018, 60 p.

Le niveau optimal de progressivité fiscale dépend considérablement de la nature du système d'assurance-maladie en place ainsi que du rapport entre le revenu et le risque pour la santé du travailleur tout au long de sa vie.

We study optimal income tax progressivity in an environment where individuals are exposed to idiosyncratic income and health risks over the lifecycle. Our results, based on a calibration for the US economy, indicate that the presence of health risk combined with incomplete insurance markets amplifies the social insurance role of progressive income taxes. The government is required to set higher optimal levels of tax progressivity in order to provide more social insurance for unhealthy low income individuals who have limited access to health insurance. The optimal progressive income tax system includes a tax break for income below \$36,400 and high marginal tax rates of over 50 percent for income above \$200,000. The tax progressivity (Suits) index a Gini coefficient for income tax contributions by income of the optimal tax system is around 0.53, compared to 0.17 in the benchmark tax system. Yet, the optimal tax system in our model is more progressive than the optimal tax systems in models abstracting from health risk (e.g., Conesa and Krueger (2006) and Heathcote, Storesletten and Violante (2017)). Importantly, the optimal level of tax progressivity is strongly affected by the design of the health insurance system. When health expenditure risk is reduced or removed from the model, the optimal tax system becomes less progressive and thus more similar to the optimal progressivity levels reported in the previous literature.

Équipe de rédaction

Recherche et sélection des articles :
Marcelle Allen-Lefebvre, Jessica Beauchemin, Irina Croitoriu, Geneviève-Jade Hick et Félix St-Vincent Gagné.

Coordination, édition et révision :
Tommy Gagné-Dubé

<http://cffp.recherche.usherbrooke.ca/>

**Pour vous abonner gratuitement
au Bulletin de veille et aux
publications de la Chaire :**
cffp.eg@USherbrooke.ca